

# Communiqué



## Réunion globale sur les mines antipersonnel: l'engagement de l'Afrique a été applaudi

*Phnom Penh, Cambodge, le 25 novembre 2011* – Les dirigeants africains de la lutte contre les mines antipersonnel seront au premier plan de la onzième Assemblée des États partis (11AEP) de la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnel, ou *Convention d'Ottawa*, qui aura lieu la semaine prochaine à Phnom Penh, au Cambodge. Plusieurs États africains se sont engagés à participer à un niveau politique élevé à ce qui constitue le plus grand rassemblement de diplomates et d'expertes anti-mines du monde.

« Je suis reconnaissant qu'un si grand nombre d'États africains soient représentés à la 11AEP par des ministres ou des sous-ministres », a déclaré le ministre cambodgien SE PRAK Sokhonn, qui présidera la 11AEP. « Comme le Cambodge, plusieurs de ces États sont également affectés par les mines. Le renouvellement -au plus haut niveau- de leur engagement à notre cause commune permettra de rappeler au monde que notre tâche n'est pas encore achevée ».

Le ministre du Burundi de la Sécurité publique, SE Alain Guillaume Bunyoni, et le Ministre d'État pour la préparation aux catastrophes et des réfugiés d'Ouganda, SE Musa Ecweru, participeront à la 11AEP. Les deux États ont œuvré pendant plus d'une décennie au nettoyage de leur territoire et sont sur le point d'être en mesure d'annoncer avoir terminé la mise en oeuvre de leurs obligations de déminage au titre de la Convention.

D'autres participants africains d'un haut niveau politique assistant à la 11AEP incluent les sous-ministres des Affaires étrangères du Mozambique et du Sud-Soudan, et le Ministre adjoint de la Défense de la Guinée-Bissau. Le Mozambique, le Sud-Soudan et la Guinée-Bissau poursuivent également leurs efforts pour nettoyer toutes les zones contenant des mines antipersonnel et pour aider les survivants.

« Avec une réunion des États partis ayant lieu au Cambodge, le mouvement anti-mines est de retour sur l'un de ses lieux de naissance », a déclaré SE PRAK Sokhonn. « Nous sommes bien conscients, cependant, que ce mouvement a également émergé de communautés touchées par les mines dans de nombreux pays africains. Nous sommes unis dans un effort mondial pour mettre fin aux souffrances causées par les mines antipersonnel ».

Presque chaque État africain a adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, y compris le plus récent état du monde, le Sud-Soudan, qui a fait de l'adhésion à la Convention un de ses premiers engagements multilatéraux. 50 États africains sont parties à la Convention sur le continent ; seuls l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Somalie restent en dehors de cet historique instrument humanitaire. Étant donné l'engagement pris en avril dernier par le Conseil national de transition libyen selon lequel il n'utiliserait pas de mines antipersonnel, d'aucuns seraient optimistes quant à la possibilité que la Libye rejoigne bientôt la lutte mondiale contre les mines.

En plus de louer l'Afrique pour son engagement dans la lutte contre les mines antipersonnel, PRAK Sokhonn a également salué la Finlande pour sa participation à la 11AEP au niveau ministériel.

« Le fait que la Ministre pour le développement international de la Finlande, S.E. Heidi HAUTALA, nous rejoindra à Phnom Penh est une preuve forte de la solidarité de la Finlande avec les pays touchés », a déclaré Son Excellence.

**Unité d'appui à l'implémentation de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel**

La Finlande est en train de finaliser son processus interne d'adhésion à la Convention. En outre, la Finlande est également un artisan majeur du déminage dans le monde, ayant versé plus de €5 millions pour l'action anti-mines en 2010, dont plus de €1,4 millions au Cambodge.

Le coup d'envoi de la 11AEP aura lieu le 27 novembre à Phnom Penh avec une cérémonie d'ouverture ayant pour vedette le Premier Ministre du Cambodge, SE HUN Sen, et Mme Helen CLARK, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La 11AEP verra plus de 1 000 délégués représentant plus de 100 États, organisations internationales et non gouvernementales qui convergeront vers la capitale cambodgienne du 27 novembre au 2 décembre 2011.

### **La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel**

La Convention a été adoptée à Oslo en 1997 et signée la même année à Ottawa. Elle est entrée en vigueur en 1999.

À ce jour, 158 États sont parties à la Convention et 153 d'entre eux ne possèdent plus de stocks de mines. Plus de 44.5 millions de mines ont été détruites par les États parties.

En outre, sur 50 États ayant fabriqué des mines antipersonnel, 34 sont désormais soumis à l'interdiction de production imposée par la Convention. Les États restants ont posé un moratoire sur la production et / ou le transfert des mines.

Le déminage a permis que des millions de mètres carrés de terres qui étaient autrefois considérés comme dangereux, soient à nouveau utilisés pour des activités normales.

###

Pour plus d'informations ou entrevues sur tout aspect de la Convention ou sur les réunions, veuillez écrire à : [ISU@APMineBanConvention.org](mailto:ISU@APMineBanConvention.org), ou appeler Laila Rodriguez au +41 (0) 22 906 1656. Suivez la Convention sur notre [site d'Internet](#), [Facebook](#), [Flickr](#) ou [Twitter](#).